

Formation en détention

«La prison n'est pas un obstacle, elle peut être un tremplin»

Cérémonie inédite jeudi à la prison de la Tuilière: quatre femmes ont reçu leur diplôme professionnel obtenu en détention. Une victoire à la saveur très particulière.

Flavienne Wahli Di Matteo

Erin* est si fière qu'au lieu de tendre la main pour saluer, elle présente un petit carnet rouge à croix blanche. À l'intérieur, son attestation fédérale de formation professionnelle (AFP) contient bien plus qu'une moyenne de 5,1, la meilleure de sa classe. À la ligne employeur, il est indiqué: «Prison de la Tuilière».

Derrière cette mention se cache la conquête d'un savoir-faire reconnu, premier jalon de confiance dans un parcours chaotique. Avec trois compagnes de détention formées en cuisine, cette mère de famille a reçu jeudi les honneurs d'une cérémonie de remise de diplômes organisée dans l'établissement pénitentiaire.

L'émotion de l'autorité

Autour du buffet confectionné par les nouvelles diplômées, des responsables et collaborateurs de la prison, du Service pénitentiaire et de l'École professionnelle de Montreux (ETM). La retenue coutumière de ces figures d'autorité se fissure au moment de remettre le précieux document.

Les regards s'embuent en revenant sur deux ans de travail d'équipe, à tisser patiemment un tissu de connaissances et de compétences pour ces cabossées de la vie. Ambre*, 1,80 m d'humour et de robe chatoyante, le résume dans son discours improvisé: «D'où je viens, je ne pouvais pas tomber plus bas. Et maintenant, je suis au plus haut.»

En aparté, la jeune femme poursuit: «J'avais un diagnostic de dyslexie et il a fallu que mon référent me pousse pour entamer cette formation. Je ne savais même pas faire une règle de trois. Aujourd'hui, je suis capable de cuisiner pour 80 personnes, seule, en



Quatre femmes détenues à la Tuilière viennent de décrocher leur attestation fédérale de formation professionnelle (AFP). Une cérémonie a marqué jeudi ce moment symbolique.

VANESSA CARDOSO

«D'où je viens, je ne pouvais pas tomber plus bas. Et maintenant, je suis au plus haut. Ce papier me prouve que je peux y arriver.»

Ambre*, future tenancière de food truck

un après-midi. J'ai tout appris, les bases, les techniques, les termes.»

Que représente ce diplôme? «J'ai toujours tout essayé dans ma vie et j'ai toujours laissé tomber par peur de ne pas y arriver. Ce papier me prouve que je peux y arriver. À ma sortie, dans quelques mois, j'ai prévu d'ouvrir un food truck.»

Dix diplômes en un an

Cette année, dix détenues ont acquis une formation professionnelle entre les murs de la Tuilière. «Sur une population de 60 personnes, c'est beaucoup, se réjouit le directeur, David Lembre. Mais pour y parvenir, il faut la bonne combinaison: des personnes qui sont là assez longtemps pour mener une formation à terme et du personnel prêt à s'investir pour l'encadrement.»

Lui aussi s'émeut dans son discours: «En arrivant, certaines d'entre vous ne parlaient même pas la langue, vous aviez une vie pleine de problèmes, parfois de mauvaises pratiques, et l'environnement d'apprentissage est difficile ici. Nous sommes si fiers de vous!»

Tous les établissements pénitentiaires promeuvent la formation, maillon indispensable d'une socialisation et d'une future réinsertion. Mais décrocher des sésames officiels ne va pas de soi. «Quand je suis arrivé en 2019, on faisait du tricot et du crochet, rappelle Franco Van-

taggio, responsable des ateliers formation et réinsertion. Il a fallu tout créer, taper aux portes des écoles, leur casser les pieds pour qu'ils nous envoient des enseignants.»

À l'EPM, le directeur, Jacques-Frédéric Siegler, s'est mis en quête de professeurs disposés à enseigner derrière des barreaux. Une fois par semaine, deux d'entre eux ont vu leur planning aménagé pour aller à la rencontre des futures cuisinières, pour une journée complète de formation, cinq heures le matin, trois l'après-midi.

«Au début, quand j'étais au tableau, je n'étais pas tranquille, je me retournais tout le temps pour surveiller mes élèves, sourit Céline Yerly, enseignante détachée. Puis la confiance s'est installée et ça a été un magnifique partage.»

Élèves motivées

«Ce sont les élèves les plus motivées qu'on ait jamais eues, complète son collègue Lionel Mermier. Quand on vient, cela représente une parenthèse dans leur vie carcérale. Ce sont les seules élèves qui sont contentes de nous voir arriver.» Et de se remémorer l'épopée des examens à blanc, organisés le week-end, avec la complicité des responsables de l'atelier cuisine.

Ces formations en milieu carcéral mettent à forte contribution les collaborateurs de la prison, comme Noémie Santus, référente profes-

sionnelle: «On m'a dégagé du temps pour aider Erin dans son travail scolaire. On a fait des jeux de rôle, révisé les fractions pendant des heures, je l'ai soutenue quand elle traversait des moments difficiles. Contrairement à des formateurs ordinaires, nous partageons aussi leur quotidien.»

Objectif CFC

Libérée il y a une semaine, Erin a tenu à revenir à la Tuilière pour partager ce moment avec ses ex-détenues. Celle pour qui on a bricolé un emploi de vendeuse au vide-dressing de la prison vient de décrocher une place d'apprentissage dans un commerce. Elle vise un CFC dans deux ans.

«Ce diplôme m'a donné l'envie d'aller plus loin. Le hic, c'est que beaucoup de patrons restent fermés face aux anciens détenus. Ils pensent cas sociaux, problèmes. On veut leur démontrer que la prison n'est pas forcément un obstacle. Elle peut être un tremplin.»

Cette mention de l'employeur sur le brevet inquiète d'ailleurs les encadrants, qui voudraient la faire modifier.

Erin voit les choses autrement: «Cela peut aussi être vu positivement par un employeur. Cela montre qu'on n'a pas perdu notre temps ici.»

* Prénoms d'emprunt

De la chaleur naturelle pour la moitié des habitants

Géothermie à La Côte

Selon une campagne de prospection, une dizaine de projets potentiels seraient à même de produire de l'énergie issue du sous-sol pour plus de 50% des ménages du district de Nyon.

Du 9 au 27 août 2021, des camions vibreurs ont parcouru une quarantaine de kilomètres dans 30 communes, majoritairement dans le district de Nyon ainsi que dans la partie sud-ouest du district de Morges, sur une surface totale d'environ 414 km². Cette campagne de prospection des ressources géothermiques a donné des résultats très prometteurs. Après plusieurs mois d'analyse, EnergieÖ et ses partenaires annoncent l'identification de plusieurs projets potentiels sur tout le territoire de La Côte, en particulier vers Nyon.

Ces projets de géothermie de moyenne et faible profondeur seraient à même de produire de la chaleur naturelle pour plus de 50% des habitants du district de Nyon. Le territoire déterminé par le permis de recherche en surface (PRSU), délivré par Département de l'environnement et de la sécurité de l'État de Vaud, confirme son haut potentiel géothermique. Ce sont plus de dix sites qui s'avèrent propices à l'exploitation des ressources géothermiques. Sont concernés les secteurs de Nyon-Prangins, de Signy, de Rolle, d'Aubonne-Étoy, ainsi que le secteur du plateau de Bière.

Communes contactées

Chacun des projets potentiels ayant ses propres impératifs techniques et un échéancier unique, la direction d'EnergieÖ a d'ores et déjà lancé des rencontres avec une partie des autorités des communes concernées, afin de statuer sur leurs besoins respectifs. Tous ces projets s'inscrivent dans la même lignée qu'EnergieÖ Vinzel, dont la plateforme de forage est actuellement en fin de travaux. Les forages envisagés sont de profondeurs variables, allant de 100 m à environ 2300 m, soit de faible et moyenne profondeur, et atteignent des eaux de 25 °C à 90 °C.

«Les résultats de cette campagne de prospection constituent une étape majeure dans notre volonté d'indépendance face aux énergies fossiles pour toute une région; EnergieÖ et ses partenaires apportent une solution concrète et locale aux stratégies énergétiques vaudoises comme fédérales. Le soutien de la population, ainsi que des autorités, est primordial pour les prochains défis qui nous attendent», souligne Daniel Clément, directeur d'EnergieÖ SA.

Parmi les projets identifiés, celui situé sur le territoire de la commune de Nyon s'avère l'un des plus prometteurs, du fait de sa proximité avec la faille géologique de Bonmont-Yvoire. Cette faille permettrait l'exploitation du Dogger, un aquifère situé à 2300 m sous terre. Les terrains propices à l'accueil de la plateforme destinée aux deux forages, puis la centrale géothermique, ont déjà été identifiés en collaboration avec les Services industriels de Nyon.

Yves Merz

Hôpital

Un pas de plus vers la réunion des lits à Payerne

L'Hôpital intercantonal de la Broye (HIB) a déposé cette semaine son projet d'établissement 2021-2026 et le plan financier qui l'accompagne auprès des Directions générales de la santé vaudoise et fribourgeoise. À la clé, «une réorientation des missions du site d'Estavayer», communique le HIB. Le projet prévoit de rapatrier à Payerne les 47 lits du Centre de traitement et de réadaptation fribourgeois à l'horizon de fin 2028. En contrepartie, un catalogue de prestations ambulatoires spécialisées sera développé progressivement sur Fribourg, et ce dès cette année, notamment en pédiatrie et neuropsychologie. Le HIB espère une validation des Cantons d'ici à septembre. **SGA**

Soutien

L'enveloppe du Canton pour les jeunes entreprises

Le Canton de Vaud va continuer de financer la Fondation pour l'innovation technologique (FIT), qui soutient les jeunes entreprises vaudoises et romandes. Il versera 16 millions de francs jusqu'en 2030, soit 2 millions par an. «La FIT est un outil nécessaire et crucial pour le développement des start-up vaudoises», a relevé jeudi le conseiller d'État Philippe Leuba. Entre 2013 et 2021, elle a contribué à créer 196 start-up et 1295 emplois qualifiés dans le canton, soit au-delà des attentes. La fondation est notamment soutenue par l'État, l'EPFL et la Banque Cantonale Vaudoise. Celle-ci a aussi renouvelé son soutien à hauteur de 4 millions, soit 500'000 francs par an. **ATS**

Avec la nouvelle législature, c'est la valse des secrétaires généraux à l'État

Administration
Trois départements changent de chef d'état-major: la Santé, l'Enseignement et la Culture.

À la veille du début de la législature, le Canton annonce du mouvement chez les grands commis de l'État, notamment chez les secrétaires généraux. Ces hauts fonctionnaires ont la charge de la conduite administrative des départements. Trois d'entre eux s'apprentent à être remplacés.

La secrétaire générale du Département de la santé et de l'action sociale a donné son sac pour le 1^{er} août. Pascale Rumo avait pris ses fonctions en 2017. «Elle a

souhaité changer de domaine d'activité et relever de nouveaux défis, lit-on dans le communiqué de presse. Le changement de législature est apparu à Pascale Rumo comme le moment propice à poursuivre sa carrière dans un nouveau contexte professionnel, en assumant d'autres fonctions en lien avec ses différents domaines d'expertise.»

Un engagement «hors normes»

Le Conseil d'État la remercie pour son investissement et son engagement «hors normes», notamment avec la pandémie de Covid. Son poste sera prochainement pourvu. Dans l'intervalle, l'intérim sera assuré par Thierry Müller, secrétaire général adjoint.

Du côté du Département de l'enseignement et de la formation professionnelle, le secrétaire général Jérémie Leuthold remplace la retraitée Chantal Ostorero à la direction générale de l'enseignement supérieur. La secrétaire générale adjointe Fanny Spichiger assure l'intérim. Le poste sera mis aux concours ces prochains jours.

Enfin, au Département de la culture, des infrastructures et des ressources humaines, c'est le secrétaire général Michel Rubattel qui part à la retraite. Il occupe cette fonction depuis 2008, après avoir été adjoint dix ans. Il est remplacé par Romain Felli, qui a officié comme collaborateur personnel de la cheffe du département, Nuria Gorrite.

RBO